



Pour un plan d'urgence dans l'éducation : en grève le 23 septembre

Reims, 10h devant le rectorat Troyes, 15h devant la DSDEN

L'École a été soumise à rude épreuve et les personnels ont terminé l'année dans un état de fatigue jamais atteint.

La rentrée 2021 est de nouveau marquée par le manque d'anticipation et la confusion de la politique suivie face à la poursuite de la crise sanitaire. Par ailleurs, alors que cette rentrée aurait nécessité la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes pour l'éducation dans un contexte qui a rendu plus compliquée la progression des apprentissages, le ministère poursuit une politique qui va à rebours des besoins du service public :

- refus de création de postes d'enseignant.es, de CPE, AED, AESH, de PsyEN, de RASED, de personnels administratifs, techniques, santé et sociaux dans les écoles, les établissements et les services pour répondre aux besoins et annuler les suppressions de postes notamment dans le second degré où le déploiement d'heures supplémentaires est une réponse inadaptée

- suppression de 34 postes dans le second degré dans l'académie de Reims.

Le ministre reste dans le déni de réalité en refusant de prendre les mesures nécessaires. Cette absence d'anticipation et de prise de décisions est irresponsable au regard des enjeux de gestion et de sortie de crise.

Les annonces du Grenelle ont confirmé qu'il n'y aurait pas de loi de programmation pluriannuelle. Un renoncement de plus qui ne répond pas aux attentes salariales des personnels et en exclut la majorité. 60 % des personnels sont exclus de cette revalorisation. Il est urgent d'augmenter les salaires de tous les personnels et de dégeler le point d'indice.

Nos organisations dénoncent l'ensemble de ces mesures qui tournent le dos à la priorité à l'éducation et cherchent à transformer en profondeur les métiers dans le sens de contraintes supplémentaires sur les personnels : projet de directeur d'école supérieur hiérarchique et fin de la collégialité, pilotage par l'évaluation, recrutements sur postes à profil et hors-barème. Nous ne pouvons accepter de tels reculs.

Nos organisations refusent la généralisation du contrôle continu et demandent le rétablissement du baccalauréat national pour la session 2022, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes.

Nos organisations appellent la profession à se mobiliser dès la prérentrée afin d'exiger un plan d'urgence pour le service public d'Éducation. Notre École ne peut fonctionner sans moyens supplémentaires et sans personnels revalorisés et reconnus dans leurs expertises professionnelles.

Elles appellent les personnels à se réunir dès les premiers jours de la rentrée, y compris avec les parents d'élèves, pour lister les revendications et organiser les mobilisations nécessaires. Nos organisations soutiendront toutes ces actions qui doivent permettre de préparer une action nationale d'ampleur. Elles appellent tous les acteurs-rices à la grève et à la mobilisation le 23 septembre ainsi qu'à poursuivre le 5 octobre dans le cadre de la mobilisation interprofessionnelle.

TOUS ET TOUTES ENSEMBLE LE 5 OCTOBRE !